

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES









MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Achat d'un "Protein Function Electrophysiology
Robot"**

N° du CCP : 24FSM028

Université Grenoble Alpes
Laboratoire TIMC IMAG
Pavillon Taillefer - Domaine de la Merci
38706 La Tronche

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Achat d'un "Protein Function Electrophysiology Robot"
	Type de contrat	Marché public
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Sans
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Confidentialité et mesures de sécurité	4
4 - Durée et délais d'exécution	4
4.1 - Durée du contrat	4
4.2 - Délai de livraison	4
5 - Prix	5
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	5
5.2 - Modalités de variation des prix	5
6 - Garanties Financières	5
7 - Avance	5
7.1 - Conditions de versement et de remboursement	5
7.2 - Garanties financières de l'avance	6
8 - Modalités de règlement des comptes	6
8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	6
8.2 - Présentation des demandes de paiement	6
8.3 - Délai global de paiement	6
8.4 - Paiement des cotraitants	7
8.5 - Paiement des sous-traitants	7
9 - Conditions d'exécution des prestations	7
9.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur	7
9.2 - Stockage, emballage et transport	7
9.3 - Conditions de livraison et d'installation	7
9.4 - Mesures d'hygiène et de sécurité à respecter en cas d'intervention sur site	8
9.5 - Formation du personnel	8
10 - Développement durable	8
11 - Constatation de l'exécution des prestations	8
11.1 - Vérifications	8
11.2 - Décision après vérification	8
12 - Garantie des prestations et SAV	9
12.1 - Garantie	9
12.2 - Service après-vente	9
13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	9
14 - Pénalités	9
14.1 - Pénalités de retard	9
14.2 - Pénalité pour travail dissimulé	10
15 - Assurances	10
16 - Résiliation du contrat	10
16.1 - Conditions de résiliation	10
16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	10
17 - Règlement des litiges et langues	10
18 - Clauses techniques particulières	11
19 - Dérogations	11

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :
L'achat d'un "Protein Function Electrophysiology Robot"

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le mémoire technique remis par le titulaire au titre de son offre, portant sur :
 - Les performances techniques de l'appareil
 - Les modalités de garantie
 - Le délai de livraison
 - Le développement durable
- Les fiches techniques de l'appareil

En cas de contradiction entre une/plusieurs clause(s) contenue(s) dans d'éventuelles conditions générales de vente remises par le titulaire dans son offre et les clauses établies par l'UGA, ces dernières prévalent.

3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

4 - Durée et délais d'exécution

4.1 - Durée du contrat

Le contrat est conclu de la date de notification du marché jusqu'à la fin de la période du SAV ou jusqu'à la fin de la période de garantie si celle-ci est postérieure.

4.2 - Délai de livraison

Le délai de livraison est indiqué dans l'offre du titulaire. Ce délai ne pourra pas dépasser 16 semaines à compter de la date de notification du contrat. A défaut d'indication dans l'offre du titulaire le délai maximum s'applique.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5 - Prix

5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, le prix de l'appareil est réputé comprendre notamment :

- Le prix de l'équipement incluant tous les livrables, accessoires physiques et dématérialisés (notamment logiciels) nécessaires à son bon fonctionnement et/ou demandés par l'UGA dans le présent marché ;
- le transport et la livraison incluant les taxes et frais de douanes éventuels, emballage, livraison et déballage ;
- l'installation, les branchements et la mise en service opérationnelle ;
- la formation des utilisateurs ;
- la garantie (pour une durée de 1 an minimum) ;
- le service après-vente pour une durée de 1 an ;
- tous les frais afférents à la bonne exécution des prestations ainsi que toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, les frais de déplacement, de logement, de restauration.

5.2 - Modalités de variation des prix

Les prix sont fermes et non actualisables.

6 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

7 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

7.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 20,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

7.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

8 - Modalités de règlement des comptes

8.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Pour l'achat de l'appareil :

Un acompte de 70% du montant de l'appareil à la livraison et 30% à l'admission.

8.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Mentions à porter sur les factures électroniques remises sur CHORUS PRO :

- 1/ Numéro d'identité du destinataire de la facture
N° SIRET de l'Université Grenoble Alpes : 130 026 081 00013
- 2/ Le code service : Aucun code service ne doit être renseigné.

8.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

8.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

8.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

9 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

9.1 - Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

9.2 - Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 20 du CCAG-FCS. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Le titulaire s'engage à limiter au maximum le nombre d'emballages (cartons, plastiques, papiers...) et autres moyens logistiques nécessaires (palettes, caissons...) à la bonne livraison du matériel tout en s'assurant de la préservation de l'intégrité de l'équipement commandé.

Il privilégiera l'utilisation d'emballages et moyens logistiques recyclés ou recyclables et réutilisables. En présence d'une clause de garantie au sein du cahier des clauses particulières, le titulaire veillera à utiliser impérativement un emballage réutilisable permettant, le cas échéant, de renvoyer le matériel.

Le titulaire mettra également tout en œuvre au moment de la livraison du matériel pour récupérer l'ensemble des emballages et moyens logistiques utilisés sauf lorsque le cahier des clauses particulières prévoit une clause de garantie, dans ce cas, seuls les éléments non nécessaires au renvoi du matériel seront récupérés par le titulaire.

9.3 - Conditions de livraison et d'installation

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS.

Le lieu de livraison et d'installation sera situé sur la commune de la Tronche (38700). Le lieu précis sera défini avant livraison de l'appareil. Il sera équipé d'un monte-charge.

Le titulaire prendra contact avec le représentant du laboratoire au moins 15 jours avant la livraison, afin de définir la date précise de livraison du matériel.

L'installation aura lieu dans un délai maximum de 5 jours à compter de la livraison mais il serait préférable que celle-ci ait lieu le jour de la livraison.

Le matériel est installé par le prestataire en présence du porteur de projet.

9.4 - Mesures d'hygiène et de sécurité à respecter en cas d'intervention sur site

Toute personne (titulaire, cotraitant, sous-traitant, livreur...) intervenant en cours d'exécution du contrat notamment lors de la livraison du matériel, de l'installation, de la formation du personnel ou encore du fait de l'exécution des clauses de garantie ou de maintenance doit respecter les préconisations sanitaires gouvernementales applicables au moment de l'exécution des prestations.

Par ailleurs, toutes les mesures sanitaires complémentaires qui seraient imposées par l'Université Grenoble Alpes devront impérativement être respectées par les personnes citées ci-dessus, notamment le port du masque et de gants lorsque ceux-ci sont rendus obligatoires par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est invité à contacter le représentant du pouvoir adjudicateur avant de se rendre dans les locaux au titre de l'exécution du marché afin de connaître les éventuelles mesures sanitaires complémentaires exigées par l'Université.

En cas de non-respect des préconisations et mesures sanitaires mentionnées ci-dessus, l'Université Grenoble-Alpes se réserve le droit de refuser l'accès à ses locaux ou d'exiger que ceux-ci quittent les locaux sans délai. Tout frais supplémentaire qui en découlera (ex : durée de stockage supplémentaire, déplacement, hébergement...) sera exclusivement supporté par le titulaire.

9.5 - Formation du personnel

Le prestataire devra assurer la formation de 2 personnes sur le site où sera installé l'appareil. La formation dure 2 jours, elle portera sur la configuration et la validation de l'instrument, formation pratique et assistance à l'analyse.

La formation doit avoir lieu au moment de l'installation.

10 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : durée de disponibilité des pièces détachées (voir article 12.2 du présent CCP et offre du titulaire).

11 - Constatation de l'exécution des prestations

11.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives approfondies seront effectuées dans un délai de 30 jours à compter de la date de l'installation, par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas présent lors des opérations de vérification et le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de l'informer des jours et heures fixés pour ces vérifications.

11.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

12 - Garantie des prestations et SAV

12.1 - Garantie

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission.

La garantie inclut les pièces de rechange, les frais liés à la main d'œuvre, à l'emballage et au transport des pièces à changer jusqu'au laboratoire et la mise à jour des logiciels.

Dans le cadre de la garantie, l'intervention devra être effectuée dans un délai maximum de 1 semaine à compter de la date de réception de la demande d'intervention s'il n'y a pas de pièces à changer et 4 semaines maximum s'il faut changer des pièces.

Les modalités de garantie sont précisées dans l'offre du titulaire et l'article 33 du CCAG-FCS.

12.2 - Service après-vente

Le prestataire devra proposer un service après-vente joignable par téléphone et par mail pendant une durée de 1 an à compter de la fin de la période de garantie.

Celui-ci pourra être contacté du lundi au vendredi durant les heures ouvrables en France (UTC+1 : de 9h à 17h). Les échanges se feront en français ou en anglais. Le délai de diagnostic du SAV en cas de dysfonctionnement hors prestations couvertes par la garantie est de 1 semaine maximum à compter de la réception de la demande écrite du laboratoire à l'adresse mail communiquée par le prestataire.

Dans le cadre du service après-vente, le titulaire devra mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur les mises à jour des logiciels.

La durée de disponibilité des pièces détachées à compter de la date d'admission de l'appareil, sur laquelle le prestataire s'engage, est précisée dans son offre. Celle-ci est de 5 ans minimum à compter de l'admission de l'appareil.

13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

14 - Pénalités

14.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités suivantes s'appliquent :

- Lorsque le délai contractuel de livraison ou d'installation est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci pourra se voir appliquer, par semaine de retard (semaine entièrement écoulée) et après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité fixée à 2% du montant total du marché. A partir de la 6ème semaine de retard, la pénalité appliquée passe à 5% du montant du marché.
- Lorsque le délai contractuel d'intervention dans le cadre de la garantie ou du service après-vente est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci pourra se voir appliquer, par semaine de retard (semaine entièrement écoulée) et après mise en demeure préalable non suivie d'effet, une pénalité fixée à 2% du montant total du marché. A partir de la 3ème semaine de retard, la pénalité appliquée passe à 5% du montant du marché. A la place des pénalités, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'appliquer, après mise en demeure restée sans effet, une prolongation du délai de garantie d'une durée égale à la durée d'indisponibilité de l'appareil.
- En cas d'absence de mise à jour des logiciels dans le cadre du SAV : après mise en demeure restée sans effet, le prestataire se verra appliquer une pénalité égale à 100 € par jours de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 20,0 % du montant du marché.

14.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 5,0 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

16 - Résiliation du contrat

16.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation sauf la part de frais et investissements éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaire à son exécution.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

17 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Grenoble est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Les fiches techniques et la documentation techniques peuvent être rédigées en anglais.

18 - Clauses techniques particulières

Technical Specifications for the Protein Function Electrophysiology Robot :

A Protein Function Electrophysiology Robot (PFER) is required to provide automated measurements of the electrogenic ion transport function of membrane co-transport proteins when included in liposomes.

The specifications to achieve those measurements are :

1. The PFER must provide measurements of electrogenic ion currents from membrane proteins that are included in liposomes
2. The PFER must provide electrogenic ion current measurements using a platform that is based on a solid supported membrane (SSM)
3. The PFER must provide electrogenic ion current measurements from small amounts of liposome material (e.g. less than 10 micrograms)
4. The PFER must provide electrogenic ion current measurements with high sensitivity (e.g. RMS noise of around 20 pA)
5. The PFER must be equipped with an autosampler that will allow fast fluid exchanges for automated stimulation of the liposomes with at least 50 different fluids
6. The automated stimulation from the autosampler must provide for very fast fluid exchanges (e.g. time resolution of less than 50 milliseconds)

19 - Dérogations

- L'article 11.1 du CCP déroge à l'article 27 et 28.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services